

# **GROUPE INTERGOUVERNEMENTAL DES VINGT-QUATRE POUR LES QUESTIONS MONÉTAIRES INTERNATIONALES ET LE DÉVELOPPEMENT**

## **COMMUNIQUÉ 15 avril 2005**

### **I. PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE MONDIALE**

1. Les ministres se félicitent de la poursuite de l'expansion mondiale, qui est soutenue par des politiques macroéconomiques et des conditions financières généralement favorables. Ils notent que cette expansion s'appuie essentiellement sur une croissance forte aux États-Unis, en Chine et dans la plupart des pays émergents et des pays en développement. Les ministres prévoient que la croissance mondiale restera positive à court terme, même s'ils observent qu'elle a ralenti et que la balance des risques semble pencher vers une dégradation de la situation. Au nombre des principaux risques figurent le caractère de plus en plus déséquilibré de l'expansion mondiale, le resserrement des conditions sur les marchés financiers ainsi qu'une forte hausse et la volatilité des prix du pétrole. Les ministres se déclarent aussi préoccupés par l'aggravation des déséquilibres des transactions courantes mondiales, qui accroît le risque de fluctuations perturbatrices des taux de change des principales monnaies et des taux d'intérêt. Ils apprécient le rôle stabilisateur que jouent les pays exportateurs de pétrole sur le marché pétrolier et ils soulignent l'importance d'une coopération plus étroite entre les importateurs et les exportateurs afin de promouvoir la stabilité du marché.

2. Les ministres notent que la stratégie destinée à remédier aux déséquilibres mondiaux a reçu une large approbation, en particulier l'assainissement budgétaire aux États-Unis et la poursuite des réformes structurelles pour stimuler la croissance et la demande intérieure en Europe et au Japon. Des mesures visant à une plus grande souplesse des taux de change dans les pays émergents d'Asie seraient aussi utiles. Les ministres observent que, dans tous ces domaines, rien n'a encore été fait. Ils insistent une nouvelle fois sur la nécessité de suivre une approche coordonnée et coopérative, et soulignent le rôle fondamental que doit jouer le FMI, au moyen de sa surveillance bilatérale et multilatérale, dans la mise en œuvre et le suivi de cette stratégie.

3. Les ministres notent que, grâce à un environnement international favorable et à l'amélioration de la politique économique, la croissance a été robuste dans les pays émergents et les pays en développement. Dans un contexte d'abondance des liquidités internationales, cela a entraîné une reprise des flux de capitaux vers ces pays. Les ministres se félicitent des progrès du rééquilibrage budgétaire et des réformes structurelles dans nombre de pays émergents et de pays en développement, qui ont réduit leur vulnérabilité. Cependant, ils notent que, dans beaucoup de pays, en particulier dans les pays à faible revenu, les perspectives de croissance sont plombées par la dette publique, qui atteint des niveaux insoutenables. Cette situation appelle, de la part de ces pays, une prudence constante dans l'application de la politique macroéconomique et la gestion de la dette, et, de la part de la communauté internationale, une action concertée pour accroître les allègements de dette et les financements concessionnels, y compris sous forme de dons. Cela doit s'accompagner d'efforts visant à ouvrir les marchés des pays industrialisés aux exportations des pays en développement et à éliminer les subventions agricoles.

4. Les ministres présentent leurs condoléances aux pays qui ont subi les pertes tragiques en vies humaines et les dommages matériels provoqués par le tsunami survenu récemment dans l'Océan indien. Ils notent que cette catastrophe aura des effets considérables sur les déséquilibres budgétaires et extérieurs des pays sinistrés, en raison du coût énorme du redressement et de la reconstruction, et ils engagent vivement la communauté internationale à faire en sorte que les promesses de soutien se traduisent par des décaissements effectifs.

5. Les ministres saluent la tenue récente d'élections en Cisjordanie et à Gaza, et ils appellent la communauté internationale, en particulier les institutions de Bretton Woods, à soutenir l'instauration d'une paix durable dans la région en accordant au nouveau gouvernement palestinien l'assistance technique et l'aide financière dont il a besoin pour atteindre ses objectifs de développement social et économique. Les ministres se félicitent aussi de la tenue récente d'élections en Iraq et en Afghanistan, et ils invitent instamment la communauté internationale à soutenir les efforts de reconstruction dans ces pays afin de promouvoir une croissance durable.

## **II. PREVENTION DES CRISES**

6. Les ministres soulignent que, compte tenu de la volatilité des mouvements de capitaux et du risque de contagion, la panoplie d'instruments dont dispose le FMI pour prévenir les crises devrait inclure une facilité de précaution dont l'accès serait largement ouvert pour prévenir les crises du compte de capital. Comme aucune facilité de ce type n'existe à l'heure actuelle, les pays émergents et les pays en développement sont obligés d'avoir recours à une accumulation excessive de réserves internationales, qui constituent une forme coûteuse et inefficace d'autoassurance contre les crises financières. Les ministres jugent encourageants les efforts du secteur privé et des pays émergents pour renforcer l'architecture financière mondiale. À cet égard, ils notent que la récente publication des principes pour des flux de capitaux stables et une restructuration équitable de la dette dans les pays émergents est une contribution utile.

7. Notant que beaucoup de pays à faible revenu sont tributaires de l'exportation d'un petit nombre de produits de base, les ministres réaffirment l'importance de créer des mécanismes permettant de rendre ces pays moins vulnérables à une évolution défavorable des prix des produits de base. En outre, ils se prononcent une nouvelle fois en faveur d'une réforme rapide de la facilité de financement compensatoire du FMI afin de la rendre plus accessible.

## **III. SOUTIEN A LA REALISATION DES OBJECTIFS DU MILLENAIRE POUR LE DEVELOPPEMENT**

8. Les ministres estiment que l'année 2005 est une année cruciale pour l'évaluation des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Bien que la croissance se soit améliorée ces dernières années dans les pays en développement, la réalisation des OMD demeure un défi considérable, surtout en Afrique subsaharienne, où l'on n'enregistre guère de progrès pour le moment. Les ministres invitent la Banque mondiale, ainsi que les autres institutions multilatérales et les donateurs bilatéraux à accroître encore leur aide en faveur des pays africains pour les soutenir dans la réalisation des OMD et dans l'application du plan d'action du NEPAD, en particulier en ce qui concerne les investissements d'infrastructure.

9. Les ministres demandent que la mise en œuvre du Consensus de Monterrey soit intensifiée. Les pays en développement s'emploient à procéder aux réformes nécessaires en

matière de politique économique et de gouvernance, afin d'améliorer la mobilisation des recettes nationales et la gestion des dépenses publiques, et de créer des conditions plus propices à ce que le secteur privé soit le principal moteur de l'investissement et de la croissance. Ces réformes doivent être entreprises dans le contexte de stratégies de développement à moyen terme conçues par les pays eux-mêmes et centrées sur la réduction de la pauvreté et la réalisation des OMD. Les ministres soulignent la nécessité de faire davantage pour améliorer la gouvernance et lutter contre la corruption. Il sera indispensable, pour que l'élaboration et la mise en œuvre de ces stratégies de développement soient menées à bien, que les pays à faible revenu disposent de financements suffisants et renforcent dûment leurs institutions et leur capacité d'absorption. Il est donc primordial que les pays industrialisés appuient ces efforts en augmentant sensiblement leur aide publique au développement et les allègements de dette, et en ouvrant davantage leurs marchés. Les ministres demandent aux donateurs de tenir leurs engagements à cet égard. Ils sont convaincus que la Conférence au sommet des Nations unies de septembre 2005 sur la mise en œuvre de la Déclaration du Millénaire offre une occasion unique de donner un nouvel élan à ces efforts. Ils appellent le FMI et la Banque mondiale à redoubler d'efforts pour faciliter la mobilisation de nouvelles ressources pour permettre la réalisation des OMD, en s'inspirant notamment des diverses propositions novatrices de financement qui ont été faites récemment, telles que la facilité de financement internationale (FFI).

10. Les ministres saluent les efforts déployés par le FMI et la Banque mondiale pour élaborer un cadre de viabilité de la dette des pays à faible revenu. Ils sont préoccupés par le fait que, compte tenu de l'insuffisance des financements sous forme de dons, l'adoption d'un cadre de viabilité normalisé, caractérisé par un excès de conservatisme dans la fixation des seuils de viabilité de la dette, limitera l'accès des pays en développement à l'emprunt et conduira inévitablement à des ajustements budgétaires immédiats plus lourds. Cela retardera la réalisation des OMD. Les ministres soulignent que le nouveau cadre de viabilité de la dette devrait faire fond sur les enseignements de l'initiative en faveur des PPTE, afin que les évaluations de la viabilité de la dette soient plus transparentes. Ils souhaiteraient aussi que soient envisagés de nouveaux allègements de dette en faveur des pays à faible revenu.

#### **IV. COMMERCE**

11. Les ministres réaffirment qu'il est important de mener à bien le cycle de négociations commerciales internationales de Doha, car cela aidera à promouvoir la croissance de l'économie mondiale et, partant, à faire reculer la pauvreté et à atteindre les OMD. Ils insistent sur le fait que la traduction des accords cadres de l'été 2004 en un programme d'action viable qui sera soumis à la Conférence ministérielle de l'OMC de décembre 2005, devrait figurer au premier rang des priorités dans les mois à venir. Les ministres invitent les institutions de Bretton Woods et l'OMC à améliorer la coordination de la formulation des politiques commerciales. Ils invitent instamment la Banque mondiale et les autres banques multilatérales de développement à renforcer leur appui financier et technique à la facilitation du commerce dans les pays en développement.

12. Les ministres soulignent que, dans l'exercice de sa fonction de surveillance, le FMI devrait suivre l'application des politiques commerciales des pays industrialisés comme des pays en développement, et que les études conduites par ses services et ceux de la Banque mondiale devraient évaluer l'impact des restrictions et des sanctions commerciales, ainsi que des subventions nationales à l'agriculture, sur le développement et le bien-être dans le monde.

L'amélioration de l'accès aux marchés des pays industrialisés—moyennant en particulier une réduction des obstacles tarifaires et non tarifaires et l'élimination progressive des subventions agricoles et autres, qui entravent la croissance dans les pays en développement—aiderait à promouvoir la libéralisation des échanges entre pays en développement. Les ministres se félicitent aussi des progrès accomplis récemment dans le domaine des accords commerciaux régionaux, qui pourraient faciliter la libéralisation multilatérale des échanges.

## V. ORIENTATION STRATEGIQUE DU FMI

13. Les ministres conviennent que le FMI doit continuer de privilégier sa mission fondamentale, à savoir promouvoir la stabilité macroéconomique et financière, qui est nécessaire pour stimuler l'expansion économique et le recul de la pauvreté. Ils soulignent que le FMI doit continuer de s'adapter à l'évolution de l'économie mondiale, de répondre aux besoins évolutifs de pays membres très divers et de tirer des leçons de son expérience. Les ministres observent que la surveillance, les prêts et l'assistance technique restent les principaux moyens dont le FMI dispose pour s'acquitter de sa mission. Ils sont d'avis que la conditionnalité n'a pas lieu d'être lorsqu'il n'est pas fait usage de ressources du FMI.

14. Les ministres invitent instamment le FMI, conformément à son mandat, à :

- jouer un rôle plus efficace dans la coordination des politiques macroéconomiques et la correction des déséquilibres mondiaux;
- fournir aux pays membres en proie à des difficultés de financement un accès suffisant à ses ressources, tout en continuant d'alléger la conditionnalité et de promouvoir l'internalisation des programmes;
- favoriser la conduite de politiques contracycliques dans les pays émergents et les autres pays en développement;
- promouvoir une approche plus équilibrée de la conduite de la politique économique, afin que l'emploi reste un objectif central;
- soutenir les investissements d'infrastructures indispensables;
- aider à une restructuration ordonnée de la dette si nécessaire;
- examiner comment le FMI pourrait adapter ses activités de surveillance, ses instruments financiers et leurs sources de financement potentielles, la conception des programmes appuyés par la FRPC et son assistance technique à la situation spécifique des pays à faible revenu.

15. Les ministres notent que l'internalisation et un large soutien sont essentiels pour le succès des programmes de réforme économique dans les pays émergents et les autres pays en développement. Ils exhortent donc le FMI à soutenir des programmes d'inspiration nationale qui tiennent compte des priorités des pays eux-mêmes et incluent des procédures de suivi précises, et

qui pourraient lancer un signal positif aux bailleurs de fonds. Les ministres engagent le FMI à mettre à point un instrument propre à appuyer ces programmes d'inspiration nationale.

16. Les ministres sont d'avis que la charge du financement du budget du FMI repose de manière excessive et croissante sur les emprunteurs—bien que deux tiers des dépenses du FMI ne soient pas liés aux prêts—et engagent à examiner rapidement des moyens d'assurer un partage plus équitable de cette charge.

## **VI. ROLE DE LA BANQUE MONDIALE**

17. Les ministres rappellent qu'il est indispensable que la Banque mondiale mette l'accent sur la réduction de la pauvreté et les autres OMD. Ils notent avec préoccupation la forte augmentation, ces dernières années, des transferts négatifs nets des banques multilatérales de développement, en particulier de la Banque mondiale, vers les pays en développement. Ils prennent note avec satisfaction du plan d'action de la Banque mondiale pour les pays à revenu intermédiaire, qui vise à inverser cette tendance, ainsi que de la conclusion des négociations sur la reconstitution des ressources de l'IDA 14. Ils soulignent aussi le rôle essentiel que les investissements d'infrastructures jouent dans la lutte contre la pauvreté, ainsi que la nécessité d'augmenter les financements dans ce domaine.

18. Les ministres appellent à un renforcement de l'activité de base de la Banque mondiale, à savoir soutenir financièrement le développement. Ils engagent la Banque mondiale à réduire effectivement les coûts financiers et non financiers des opérations qui se font avec elle, notamment en précisant ses politiques, en simplifiant ses procédures, en rationalisant ses processus internes et en réduisant la conditionnalité de ses prêts. Tout en reconnaissant la nécessité pour la Banque mondiale de mettre l'accent sur le respect des politiques opérationnelles, les ministres sont d'avis que cette approche devrait être complétée par un renforcement des capacités et une plus grande utilisation des systèmes nationaux. Les ministres appellent la Banque mondiale à créer des instruments qui répondent mieux aux besoins des pays, par exemple des produits financiers qui permettraient de se prémunir contre les risques liés aux marchés de capitaux et aux cours des produits de base.

## **VII. GOUVERNANCE DES INSTITUTIONS DE BRETTON WOODS**

19. Les ministres notent que les structures de gouvernance des institutions de Bretton Woods n'ont pas évolué parallèlement à l'augmentation de la taille et du rôle des pays émergents, des pays en développement et des pays en transition dans l'économie mondiale. Par ailleurs, le rôle des pays de petite taille et à faible revenu dans le processus décisionnel est extrêmement limité. Les ministres soulignent la nécessité de prendre des mesures concrètes pour réduire le déficit démocratique et accroître la voix et la participation des pays en développement au processus décisionnel du FMI et de la Banque mondiale, comme prévu dans le Consensus de Monterrey. Ils expriment leur déception devant l'absence de progrès dans ce domaine. La sous-représentation actuelle des pays en développement aux conseils d'administration du FMI et de la Banque mondiale nuit à la légitimité et à l'efficacité de ces institutions.

20. Les ministres demandent instamment que soit établie une nouvelle formule de calcul des quotes-parts qui accorderait plus de poids aux mesures du produit intérieur brut en termes de

parité de pouvoir d'achat et qui tiendrait compte de la vulnérabilité des pays en développement aux fluctuations des cours des produits de base, à la volatilité des mouvements de capitaux et à d'autres chocs exogènes. Afin de renforcer la voix des pays de petite taille et à faible revenu, le nombre des voix de base devrait être relevé de manière à rétablir leur poids initial par rapport au total des voix attribuées. Les ministres sont d'avis que la 13<sup>ème</sup> révision générale des quotes-parts du FMI offrira une occasion importante d'accomplir des progrès concrets dans les dossiers des quotes-parts, de la voix et de la participation, et engagent vivement le FMI à entamer sous peu ses travaux sur cette révision.

#### **VIII. REMERCIEMENTS A L'INTENTION DU PRESIDENT SORTANT DE LA BANQUE MONDIALE**

21. Les ministres expriment leurs remerciements à M. James Wolfensohn pour le travail inestimable qu'il a accompli pendant son mandat de Président de la Banque mondiale. En particulier, ils lui sont gré de s'être efforcé de faire de la réduction de la pauvreté l'objectif principal des opérations de la Banque mondiale et d'avoir soutenu le G-24. Ils lui présentent tous leurs vœux de réussite pour la poursuite de sa carrière. Les ministres souhaitent chaleureusement la bienvenue au nouveau Président de la Banque mondiale et se réjouissent d'établir avec lui des relations de travail productives.

#### **IX. DATE ET LIEU DE LA PROCHAINE REUNION**

22. La prochaine réunion des ministres du G-24 aura lieu le 22 septembre 2005 à Washington.

## LISTE DES PARTICIPANTS<sup>1</sup>

Les ministres du Groupe intergouvernemental des Vingt-Quatre pour les questions monétaires internationales et le développement ont tenu leur soixante-treizième réunion le 15 avril 2005 à Washington, sous la présidence de M. Paul Toungui, Ministre d'État, des finances, de l'économie, du budget et de la privatisation, Gabon, assisté de M. Roberto Tan, Sous-secrétaire aux finances, Ministère des finances, Philippines, Premier Vice-Président, et de M<sup>me</sup> Cecilia Todesca-Bocco, du Bureau de l'administrateur du FMI pour l'Argentine.

La réunion des ministres a été précédée le 14 avril 2005 de la quatre-vingt-cinquième réunion des suppléants du Groupe des Vingt-Quatre, qui était présidée par M. Philibert Andzembe, Directeur national pour le Gabon, Banque des États de l'Afrique Centrale.

**Groupe africain :** Mohammed Laksaci, Algérie; Boniface Britto Nama, Côte d'Ivoire; Mohamed Amr, Égypte; Sufian Ahimed, Éthiopie; Nicolas Mensah-Zepka, Gabon; Kwado Bahh-Wiredu, Ghana; Ngozi Okoujo-Iweala, Nigeria; Lesetja Kganyago, Afrique du Sud.

**Groupe asiatique :** Yagga Reddy, Inde; Safdar Hosseini, République islamique d'Iran; Elias Saba, Liban; Salman Shah, Pakistan; Jeremias Paul, Jr., Philippines; Sunil Mendis, Sri Lanka; Gazi Shbikat, République arabe syrienne.

**Groupe latino-américain :** Oscar Tangelson, Argentine; Marcio Barreira de Ayrosa Moreira, Brésil; Alberto Carrasquilla, Colombie; Mario García-Lara, Guatemala; Javier Guzmán-Calafell, Mexique; Javier Silva-Ruete, Pérou; Conrad Enill, Trinité-et-Tobago; Rubín Villavicencio, Venezuela.

**Observateurs :** Jose Antonio Ocampo, ONU; Juan Somavia, OIT; Heiner Flassbeck, CNUCED; Inés Bustillo, ECLAC; Afī Abdelhamid, Maroc; Hamad Albazai, Arabie saoudite; Li Yong, Chine; S. Aissi, OPEP; Suleiman J. Al-Herbish, Fonds de l'OPEP; Stafford O. Neil, G-77; Jorge Barboza, Conseil monétaire d'Amérique centrale; Trevor Manuel, Comité du développement.

**Invités :** Rodrigo de Rato, Directeur général, FMI; James Wolfensohn, Président, Banque mondiale.

**Fonds monétaire international :** Abdallah S. Alazzaz; Ukpong Godwill.

**Banque mondiale :** Nada Mufarrij, Haruna Mohammed.

**Secrétariat du G-24 :** Ariel Buira.

**Secrétariat du FMI pour le G-24 :** Parmeshwar Ramlogan, Henry Mooney, Jones Morco, Beryl Keary, Lina Zenni, Hilda L. Scioville.

---

<sup>1</sup> Personnes assises à la table de discussion.